

## GRÈVES EN IRAN

*Grève dans 60 raffineries, centres pétrochimiques et centrales électriques de 19 villes d'Iran****Les travailleurs du secteur pétrolier et pétrochimique en grève dans 60 entreprises en Iran. (Traduit de IranInternational)***

*Les organisateurs des grèves des travailleurs de l'industrie pétrolière et pétrochimique en Iran ont annoncé dimanche que les employés de 60 entreprises dans huit provinces ont désormais rejoint le mouvement pour réclamer des salaires plus élevés et de meilleures conditions contractuelles. Les grèves ont débuté le 19 juin, principalement par les travailleurs temporaires et contractuels du secteur pétrochimique, mais se sont depuis étendues aux travailleurs des industries du pétrole et du gaz naturel. Les employés réguliers des installations pétrolières appartenant au gouvernement devraient entamer leur propre grève dans les prochains jours. Les grèves ont eu lieu quelques jours après qu'Ebrahim Raisi, un religieux partisan de la ligne dure et soutenu par le Guide suprême Ali Khamenei, a remporté la présidence lors d'une élection organisée après que d'autres candidats importants ont été empêchés de se présenter. Au cours des deux dernières décennies, la Compagnie pétrolière nationale iranienne, une entité gouvernementale, a cessé d'embaucher des employés réguliers dans de nombreux domaines, à mesure que les travailleurs plus âgés prenaient leur retraite, et a transformé des milliers de nouvelles recrues en employés sous contrat temporaire. Cette pratique a commencé à se répandre parmi les petites entreprises nouvellement créées dans les secteurs des services pétroliers et de la pétrochimie. Les militants ouvriers affirment que leurs camarades qui se sont engagés dans la diffusion d'informations sur la grève ont été menacés par les autorités sécuritaires et judiciaires. Il y a environ 154 000 travailleurs dans les secteurs de l'énergie et de la pétrochimie avec un statut temporaire ou contractuel, qui ne bénéficient pas des avantages dont jouissent les employés réguliers des entités gouvernementales. Le comité d'organisation des grèves a publié sa deuxième déclaration dimanche, réaffirmant que tous les travailleurs du secteur pétrolier, qu'ils soient réguliers ou temporaires, n'ont qu'une chose en tête : "l'augmentation des salaires". Actuellement, les employés non réguliers reçoivent moins de 300 dollars par mois et ils réclament environ 500 dollars pour joindre les deux bouts. L'Iran est en proie à un taux d'inflation annuel de près de 50 % depuis que les États-Unis ont imposé des sanctions en 2018. D'après la déclaration, "compte tenu de la hausse stupéfiante des prix, les salaires mensuels ne devraient pas être inférieurs à 120 millions de rials (500 dollars au taux de change actuel). Nos collègues méritent des augmentations de salaire en fonction de leur niveau d'expertise et nos collègues employés régulièrement protestent également contre la baisse constante du pouvoir d'achat des travailleurs. La grève est baptisée "Campagne 1400" en référence à l'année civile iranienne en cours (1400). Les travailleurs réclament également des salaires impayés par de nombreuses entreprises et sous-traitants travaillant dans les secteurs du pétrole et du raffinage. Selon certaines informations, 700 travailleurs en grève de la raffinerie de Téhéran ont été licenciés et le mouvement de grève exige qu'ils soient réembauchés, ainsi que d'autres travailleurs."<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> <https://iranintl.com/en/iran/oil-and-petrochemical-workers-strike-60-companies-iran>

Un incendie s'est déclaré le 2 juin dans une raffinerie du sud de Téhéran à la suite d'une explosion causée par la fuite d'une conduite de gaz liquide. Selon l'agence officielle Irna, la raffinerie en feu, en service depuis 1968, appartient à la **Tehran Oil Refining Company** et a une capacité de 250 000 barils par jour.

22 jours plus tard, le 24 juin 2021, les travailleurs et travailleuses des exploitations pétrolières et gazières ainsi que des usines pétrochimiques se sont mis en grève à **South Pars**, à Téhéran et dans tout l'Iran dans le cadre d'une action coordonnée appelée "*Campagne de grève 1400*". Les syndicats indépendants n'étant pas reconnus par le gouvernement et faisant l'objet de restrictions et de répression systématiques, les actions de grève sauvage sont coordonnées par des *comités de grève*. Les revendications immédiates de la grève sont: *de meilleurs salaires, une sécurité sociale adéquate et de meilleures conditions de vie*.

La **National Iranian Oil Company** ainsi que la **National Iranian Gas Company** et les **National Iranian Oil Refining and Distribution Company** utilisent de nombreux sous-traitants qui durcissent à l'extrême les normes d'exploitation des travailleurs. Selon les mêmes sources, la majorité des grévistes ont des contrats avec ces firmes sous-traitantes qui emploient une très large majorité des travailleurs du secteur. L'ampleur de la mobilisation ouvrière est telle que les principaux responsables politiques, depuis Rohani à Ebrahim Raïssi, tentent de mettre sur pied une négociation pour tenter de canaliser les grèves dans ce secteur qui apparaissent les plus importantes depuis quarante ans, si on les inscrit dans la foulée des luttes d'août 2020.

La grève nationale des travailleurs des industries pétrolière et pétrochimique, qui a commencé le 19 juin, contre *les bas salaires et les conditions de travail et de vie difficiles*, est entrée dans sa deuxième semaine le samedi 26 juin. De nouveaux groupes de travailleurs de diverses villes et industries ont rejoint la grève. Les grèves des travailleurs des raffineries, des industries pétrochimiques, des centrales électriques et des installations liées à l'industrie pétrolière touchent les villes de **Téhéran, Arak, Ispahan, Ahwaz, Abadan, Mahchahr, Jask, Assalouyeh, Gatchsaran, Damavand, Behbahan, Bouchehr, Kangan, Qeshm, Khark, Oroumieh, Kerman, Bandar-Abbas et Ilam** .

Les travailleurs qui ont rejoint la grève font partis de différentes entreprises et projets : la société pétrochimique *Omran Sana't*, le champ gazier South Pars d'Assalouyeh, la société pétrochimique *Sadaf d'Assalouyeh*, la société pétrochimique *Jahan Pars d'Assalouyeh*, la société *Payandan d'Assalouyeh*, la société *Satrap Sana't* de la province de Bouchehr, la société de raffinage *Sina de Qeshm*, la société *Lidoma* de la province de Bouchehr, la raffinerie de pétrole de *Téhéran*, la société de machines d'*Arak*, la raffinerie *Tondgooyan* de Téhéran, la pétrochimie *Dena d'Assalouyeh*, la raffinerie *Bidboland*, la Phase 13 (Phase Akhtar) de Behbahan, la raffinerie *Bidkhoun*, le Projet *Abad d'Assalouyeh*, la compagnie des réservoirs de pétrole de *Qeshm*, la Pétrochimie de *Gatchsaran*, les Opérations maritimes de la compagnie des terminaux pétroliers d'Iran-Kharg, la compagnie pétrochimique *Sabalan Firmco* d'Assalouyeh, les 10 projets Bid de Qeshm, le projet Bid-Boland du Golfe Persique de Behbahan, la compagnie Jahan Pars d'Assalouyeh – division Sazeh, des aciéries *Butia de Kerman*, la raffinerie d'*Ispahan*, la compagnie *Ragby* de la raffinerie d'Ispahan, la phase 14 de l'usine pétrochimique d'Assalouyeh, de la société *Parsian Petro Kian* (tuyauterie) de la province de Bouchehr, la société *Azar-Felez* (Structure), la compagnie *Aria Pishro* (électricité

et équipement de précision), des travailleurs du cycle combiné d'Oroumieh, la compagnie sidérurgique Butia, la compagnie de dipolymères dans les industries pétrochimiques d'Assalouyeh, le projet Bid-Boland 2 de Mahshahr, la compagnie de raffinage Absan dans la raffinerie de pétrole d'Ispahan, la compagnie de Structures Qeshm Farafan, la raffinerie Zolal d'Ispahan, la station de pompage n°5 de Bandar Abbas, de la société contractuelle Jahan Pars Ilam, la centrale électrique Bid-Khoon d'Ispahan, la compagnie de raffinage Kangan Petro, la raffinerie AJC d'Abadan, la compagnie Kayson Bandar de Jask, les réservoirs pétroliers de Jask, la centrale électrique Bustano d'Assalouyeh, la compagnie Andika Sana't Asia, le groupe pétrolier Damavand Star et la pétrochimie de Gatchsaran.

Le personnel de la raffinerie de pétrole d'*Abadan* a organisé une manifestation en solidarité avec les travailleurs contractuels, et le personnel de la centrale électrique Ramine d'Ahwaz s'est rassemblé pour protester contre la non-satisfaction de leurs revendications. Étant donné que les syndicats indépendants ne peuvent fonctionner ouvertement en Iran, cette action est coordonnée par un *comité de grève clandestin* composé de travailleurs. Le gouvernement iranien impute souvent les troubles sociaux à des agitateurs étrangers et à des groupes d'opposition exilés, et invoque la sécurité nationale pour justifier une répression sévère. Les travailleurs et travailleuses sont employés par des entreprises de sous-traitance qui fournissent de la main-d'œuvre pour des projets de développement dans les champs pétroliers et gaziers. Les entreprises sous-traitantes font office de tampon entre les travailleurs et les compagnies pétrolières et gazières et tentent de juguler les revendications en recrutant dans le cadre de contrats à court terme renouvelables. Le cycle de travail est de 20 jours de travail et de 10 jours de repos. Pendant la période de travail de 20 jours, les travailleurs sont logés sur le site dans des dortoirs communs. La plupart sont des techniciens et des ouvriers qualifiés tels que des échafaudiers, des monteurs, des soudeurs et des électriciens.

Les conditions de vie dans les dortoirs sont mauvaises et peu hygiéniques, la qualité de la nourriture dans les cantines est médiocre et les salaires sont bas. Comme les travailleurs sont employés par des intermédiaires, ils ne peuvent pas négocier de meilleures conditions directement avec les compagnies pétrolières et gazières. Les salaires et les conditions sont fixés par les sous-traitants.

En outre, ces entreprises sous-paier régulièrement les cotisations de sécurité sociale en ne respectant pas les classifications de leurs salariés, ce qui a des répercussions sur leurs pensions, leur chômage et leur couverture maladie.

On s'attend à ce que la grève prenne de l'ampleur au fur et à mesure des phases de versement des salaires intervenant au bout des cycles de travail de 20 jours. Les salariés directs de la *Société nationale iranienne du pétrole* (SNIP) se joindront à la grève et organiseront des rassemblements de protestation dans tout le pays le 30 juin.

Dans une déclaration publiée sur son site web, l'UMMI (le Syndicat des métallurgistes et des mécaniciens d'Iran) s'est adressé aux travailleurs du secteur : *“Les vis sont serrées par nos mains et les tuyaux soudés avec notre sueur. Aucun projet ne peut se poursuivre sans que nous*

*assemblions, soudions ou échafaudions. Faites confiance au pouvoir qui est le vôtre et restez chez vous : voyons si l'échafaudage se dresse tout seul!"*<sup>2</sup>.

Les sanctions américaines ont stoppé la plupart des exportations de pétrole et de gaz d'Iran. La monnaie nationale s'est dépréciée et l'inflation concernant l'alimentation est extrêmement élevée. Avant d'entamer la grève, les travailleurs ont manifesté devant le parlement à Téhéran ainsi qu'à Ahvaz, la capitale de la province pétrolière du Khouzistan, pour demander que le ministre du pétrole Bijan Zanganeh réponde à leurs revendications. Le Secrétaire général adjoint d'IndustriALL, Kemal Özkan, a déclaré : *“Une fois de plus, nos camarades iraniens ont fait preuve d'un courage et d'une détermination extraordinaires face à l'oppression. Ils agissent collectivement pour se défendre, améliorer leurs conditions de vie et de travail et exiger que leur patrie se construise pour répondre aux besoins du plus grand nombre. Nous les saluons et sommes solidaires de leur lutte et de leurs justes revendications”*.

Les sanctions économiques de l'impérialisme américain et des mesures d'austérité du gouvernement des *Moulhas* ne font qu'aggraver un phénomène déjà bien installé dans le pays : *la dégradation des conditions de travail et de l'économie nationale*. Cela fait maintenant plusieurs mois et plusieurs années que les travailleurs iraniens descendent dans la rue. À cause, des salaires trop bas et du manque de sécurité du travail. Salaires impayés, assurances inexistantes ont été également au cœur des sit-in et des grèves de l'usine sucrière *Haft Tapeh*, qui n'ont cessé depuis janvier jusqu'à l'été 2018.

---

<sup>2</sup> <http://www.sfelezkar.com/?p=6314#more-6314>

### La grève dans l'usine de sucre de Haft Tapeh Sugar Cane

Le syndicat des travailleurs de la canne à sucre Haft Tapeh a été l'épicentre du mouvement ouvrier indépendant iranien au cours des dix dernières années. De 2008 à 2010, les travailleurs de la canne à sucre ont organisé une série sans précédent de grèves, de marches et de rassemblements. Depuis lors, leurs dirigeants et leurs membres ont été une cible centrale des forces de sécurité de la République islamique. En décembre dernier, lors de leur dernière grève (au cours de laquelle ils réclamaient le paiement de leurs salaires impayés, la révocation de l'actuel PDG, l'annulation de la privatisation de la société sucrière Haft Tapeh et son retour dans le secteur public), ils ont réussi à évincer le PDG incompetent et corrompu, et ont reçu la promesse que toutes leurs autres revendications seraient également satisfaites. À la mi-janvier, les travailleurs de la canne à sucre ont annoncé qu'étant donné qu'aucune de leurs autres revendications n'avait été satisfaite et qu'ils n'avaient toujours pas reçu les salaires impayés depuis des mois, comme cela leur avait été promis l'année dernière, ils se sont remis en grève, mais cette fois avec une méthode et une approche différentes. Au cours de cette nouvelle grève, les travailleurs de la canne à sucre ont annoncé qu'ils donneraient aux autorités l'occasion de tenir toutes leurs promesses, mais que si ces promesses n'étaient pas concrétisées d'ici le vendredi suivant, les travailleurs prendraient la direction de l'entreprise et exploiteraient les installations par eux-mêmes, sous leur propre gestion et contrôle. Plus d'informations sur le contexte : le 22 octobre 2008, les travailleurs de la canne à sucre de *Haft Tapeh* ont officiellement rétabli leur syndicat appelé le Syndicat des travailleurs de la société de canne à sucre de Haft Tapeh. Le syndicat initial des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh avait été créé en 1973, mais le gouvernement iranien avait écrasé et interdit toutes les organisations indépendantes de travailleurs au début des années 1980. Après la formation du syndicat des travailleurs de la compagnie d'autobus de Téhéran et de sa banlieue, il s'agissait du deuxième véritable syndicat de travailleurs formé grâce à la participation directe des travailleurs et à l'élection de représentants des travailleurs en Iran. Les deux élections ont eu lieu sans l'autorisation du ministère du Travail. La République islamique d'Iran s'oppose violemment aux organisations autonomes de travailleurs et persécute les militants et organisateurs de ces organisations. La *Haft Tapeh Sugar Cane Company* (nom complet : Haft Tapeh Sugar Cane Plantation and Industry Company) est un complexe industriel qui emploie environ 5 000 personnes dans la ville de Shoush, dans le sud de la province du Khouzestan, en Iran. Au cours des dix dernières années, les travailleurs de Haft Tapeh se sont engagés dans de nombreuses grèves, actions de travail et protestations pour le non-paiement des salaires et une liste d'autres revendications. Tout au long de cette période, les travailleurs ont essayé de former leur syndicat malgré les sérieux obstacles du gouvernement, les arrestations, les intimidations et les poursuites judiciaires à l'encontre des dirigeants des travailleurs. Au printemps 2008, les travailleurs de Haft Tapeh ont formé un comité pour relancer leur organisation, qui était interdite depuis les années 1980. Après de nombreux efforts, ils ont réussi à organiser une élection le 22 octobre 2008, au cours de laquelle les travailleurs ont voté en faveur de la constitution du syndicat et ont élu les membres de son conseil exécutif. Depuis plus d'une décennie, les représentants de ces travailleurs font l'objet d'arrestations, d'emprisonnements, d'interrogatoires et de menaces et leurs familles subissent des pressions et sont persécutées par les forces de renseignement. Ils ont été traduits en justice de manière récurrente en utilisant des allégations telles que "action contre la sécurité nationale" à leur encontre. Leurs luttes se poursuivent et ont besoin du soutien de leurs collègues travailleurs au niveau international. (International Alliance in Support of Workers in Iran)<sup>3</sup>

<sup>3</sup> <https://workers-iran.org/iran-a-must-see-speech-by-a-worker-representative-during-haft-tapeh-sugarcane-workers-strike-with-english-subtitles/>

Quant à l'usine *Iran's Heavy Equipment Production Company* (HEPCO), 900 travailleurs organisèrent une action collective pour défendre leurs conditions de vie et de travail et pour dénoncer les licenciements. À chaque crise iranienne, les médias occidentaux, tendent à percevoir les manifestations de mécontentement à travers le seul prisme politique ; comme des signaux annonçant un changement de régime.

Pourtant, une analyse des mots d'ordre des grévistes révèlent avant tout une angoisse économique et des revendications sociales très précises. Ainsi les ouvriers exigent que certaines usines reviennent dans les mains de l'État, que le droit du travail et syndical soit appliqué et la fin des contrats précaires. Cette fracture sociale fragilise aujourd'hui le gouvernement du président Hassan Rouhani. Mais ne pas comprendre les causes profondes de ces grèves et manifestations peut conduire à une mauvaise interprétation de la politique intérieure iranienne.

La plupart des articles et rapports sur les dernières émeutes Iran entre décembre 2017 et janvier 2018 ont ainsi eu beaucoup de mal à analyser correctement les racines complexes de la crise iranienne.

Les demandes des travailleurs ont en effet un lien ancien et profond avec l'histoire postrévolutionnaire de la République islamique ainsi qu'avec le développement de son discours politique. Ce dernier a bien évolué depuis la Révolution de 1979 et les transformations de la société<sup>4</sup>. En effet, les émeutes ouvrières sont très anciennes en Iran. La révolution de 1979 qui paralysa l'appareil d'État et la monarchie ne se serait pas faite sans l'appui des classes ouvrières<sup>5</sup>.

Une fois installée, la République islamique a survécu à de nombreux mouvements et mobilisations, notamment entre 1991 et 1995, de *Téhéran* à *Shiraz* en passant par *Tabriz*, *Mashad* ou *Qazvin*. Les citoyens pauvres, les squatteurs, les travailleurs les plus marginalisés étaient au cœur des manifestations. Les grèves contre l'inflation et la précarisation du travail n'ont fait que s'amplifier, comme en témoignent les 2 000 mobilisations comptabilisées juste au premier semestre 1991<sup>6</sup>.

Plus récemment, les iraniens ont manifesté leur frustration générale contre des conditions de vie qui empirent au sein d'un système de production et de politiques néo-libérales remontant aux années 90.

---

4

[www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/9C2BEFD0EE1C73B380256B5E004CE4C3/%24file/bayat.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/9C2BEFD0EE1C73B380256B5E004CE4C3/%24file/bayat.pdf)

<sup>5</sup> Reasons to Revolt: Iranian Oil Workers in the 1970s. International Labor and Working-Class History

<sup>6</sup> Social Movements, Activism and Social Development in the Middle East.

[[https://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/9C2BEFD0EE1C73B380256B5E004CE4C3/%24file/bayat.pdf](https://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/9C2BEFD0EE1C73B380256B5E004CE4C3/%24file/bayat.pdf)]



C'est en effet le président *Hashemi Rafsanjani* qui avait mis en place les processus de libéralisation économique du pays durant l'ère dite de « reconstruction » après la guerre Iran-Iraq (1980-1988)<sup>7</sup>.

À partir de cette époque, le mythe de l'entrepreneur et le culte du succès se sont profondément enracinés en Iran. Dans ce nouveau paysage économique, le secteur privé et les agences d'intérim ont fleuri, tandis que de nombreuses réformes ont affaibli le pouvoir politique des travailleurs qui, dans le même temps, étaient réprimés par l'État.

En 2005 et en 2006, les autorités ont puni les chauffeurs de bus qui réclamaient de meilleurs salaires et des conditions de travail plus sécurisantes<sup>8</sup>. En juin 2009, la réélection présidentielle du conservateur *Mahmoud Ahmadinejad* avait déclenché une nouvelle vague de manifestations. Mais, alors que les jeunes militants demandaient une grève générale, le soutien des travailleurs leur fit défaut<sup>9</sup>.

Le «*Mouvement vert*», comme il s'est alors appelé, s'est ainsi focalisé sur les libertés individuelles et politiques. Depuis, d'autres formes de contestations, plus limitées, ont émergé entre 2011 et 2016 et ont rassemblé les instituteurs, les conducteurs, les infirmières. Aujourd'hui, la classe ouvrière descend à nouveau dans la rue. Les nouvelles sanctions contre l'Iran ne feront qu'amplifier ce phénomène.

Le mouvement ouvrier est encore faible, mais il est actif, comme nous avons pu le constater ces dernières semaines dans les raffineries. Il peut prendre la tête de la lutte des opprimés et des exploités.

Luc Thibault, le 29 juin 2021

---

<sup>7</sup> <https://www.jacobinmag.com/2017/01/iran-rafsanjani-ahmadinejad-khamenei-reform>

<sup>8</sup> [https://www.networkideas.org/feathm/mar2007/PDF/Mohammad\\_Maljoo.pdf](https://www.networkideas.org/feathm/mar2007/PDF/Mohammad_Maljoo.pdf)

<sup>9</sup> <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2053157,00.html>